

# «Si l'Afrique veut créer des entrepreneurs, il faut y encourager le capital-risque»

Propos recueillis  
par Ram Etwareea

**Le Temps: Pourquoi avez-vous renoncé à la politique?**

**Jay Naidoo:** Comme beaucoup de personnes de ma génération, je n'ai jamais voulu être un politicien de carrière. Le fait d'être nés Noirs nous a obligés à nous engager dans la lutte politique. Quand nous avons gagné la liberté, j'ai accepté la proposition du président Mandela de faire partie de son cabinet. Il était entendu que j'occupe des fonctions ministérielles durant une seule législature. Désormais, je passe plus de temps avec ma famille. Je partage aussi mes expériences dans le service communautaire à un niveau local, national et international. Je préside par ailleurs la Development Bank of Southern Africa (DBSA) ainsi qu'un fonds d'investissements, le J & J Group.

**- Comment décririez-vous l'Afrique du Sud douze ans après la fin de l'apartheid?**

- Nous avons réalisé d'énormes progrès, notamment dans la stabilisation politique. Nous avons supprimé la ségrégation raciale à tous les niveaux de la politique. Nous avons créé des institutions qui protègent la démocratie et le système judiciaire. Nous assurons la fourniture d'eau, l'électricité, les télécommunications et des logements à des millions de familles. Ces gens ont vu un vrai changement. Mais le chemin à faire est encore long. Il faut

mener la transformation économique pour lutter contre le chômage, la pauvreté et les problèmes liés au sida. Nous devons réorganiser notre police pour combattre la criminalité. Nous savons que la meilleure façon d'y faire face est d'éliminer la pauvreté qui incite aux crimes.

**«Les gens qui n'ont jamais visité l'Afrique du Sud ont une image d'un pays où il n'y a rien sauf des éléphants»**

**- Le processus dit «Black Empowerment», c'est-à-dire la discrimination positive vis-à-vis des Noirs, donne-t-il des résultats?**

- Nous devions avant tout instaurer une démocratie. Chaque personne doit se sentir partie prenante de la nation. Le droit de vote serait insignifiant s'il ne va pas de pair avec des chances accrues d'accéder à un meilleur logement, à un meilleur système de santé, à un emploi ou encore à une possibilité de lancer sa propre entreprise. Nous voulons aller jusqu'au bout de ce processus. Nous avons réussi à créer une

nouvelle classe d'entrepreneurs noirs, mais nous devons faire beaucoup plus tout en sachant qu'il ne suffit pas de créer une nouvelle classe de riches. Le processus du Black Empowerment doit servir à la vaste majorité de la population qui n'a pas eu la possibilité de s'émanciper. Nous devons élargir la classe moyenne, et cela va prendre encore du temps. Pour l'heure, je ne peux pas dire que tous les Noirs ont obtenu la liberté économique.

**- Ce processus peut freiner les investisseurs étrangers. Or l'Afrique du Sud ne manque-t-elle pas de capitaux?**

- Nous avons un marché des capitaux très développé. La bourse est très performante. Il y a beaucoup de liquidités dans le pays. Le problème n'est pas la pénurie d'argent, mais l'accès aux capitaux pour les petites et moyennes entreprises.

**- Peut-on parler de pénurie de capital-risque?**

- Absolument. Il n'y a pas de capital-risque en Afrique du Sud. Notre plus grande tragédie est que nous avons des dizaines de milliers d'universitaires noirs qui ont des idées, mais n'ont pas accès au capital. Si l'on veut créer des entrepreneurs, il faut commencer à encourager le capital-risque. Les institutions internationales comme la Banque mondiale devraient nous aider dans ce sens.

**- L'Afrique du Sud connaît un problème d'infrastructures. Est-elle prête à accueillir la Coupe du monde de football en 2010?**

- Les gens qui n'ont jamais visités l'Afrique du Sud ont une image d'un pays où il n'y a rien sauf des éléphants se promenant dans les savanes et des lions rugissant dans les parcs nationaux. La réalité est que dans les grandes villes, nous avons les mêmes infrastructures que vous avez en Suisse. Routes, électricité, eau, télécommunications, banques, nous avons des installations sophistiquées. Nos efforts sont maintenant tournés vers les townships où habitent les plus pauvres, et qui sont sous-équipés.

Nous ne devez jamais sous-estimer notre capacité à respecter nos engagements. Nous avons déjà organisé le Sommet mondial sur le développement durable et la Coupe du monde de cricket. Nous sommes un pays fou de foot. Il ne devrait pas y avoir de doute pour l'année prochaine.

**- Comment régler le problème de la terre, qui reste pour l'essentiel en mains de grands propriétaires blancs? Que vous inspire la situation des terres chez votre voisin zimbabwéen?**

- L'Afrique du Sud est très différente de Zimbabwe. Nous avons un programme de réforme agraire en cours depuis plus de cinq ans. Nous avons conclu un accord politique avec les grands propriétaires blancs qui détiennent 80% des terres. Cela dit, les gens pauvres ne demandent pas de la terre, mais des emplois, des logements, des écoles, des hôpitaux. Nous ne sommes pas une économie à dominante agricole. Le processus d'industrialisation a commencé il y a plus d'un siècle, depuis la découverte des mines d'or et des diamants. La majorité de la population habite dans les zones urbaines et est salariée. Un scénario «zimbabwéen» est inimaginable en Afrique du Sud.

- **Mais les événements de ce pays voisin vous laissent-ils indifférents?**

- Non. C'est déstabilisant pour toute la région. Certains investisseurs ne viennent pas chez nous parce qu'ils craignent une conta-

gion. La situation au Zimbabwe est aussi un obstacle à notre projet de créer une économie intégrée dans l'ensemble de la région, comme l'Union européenne ou le Mercosur. La réforme agraire aurait dû être faite immédiatement après l'indépendance, mais les Zimbabwéens ont laissé pourrir la situation.

- **Comment l'Afrique du Sud post-apartheid a-t-elle mis fin à son isolement et comment s'intègre-t-elle à l'économie mondiale?**

- L'isolement né des sanctions avait créé une économie pleine de contradictions et d'inefficacités. Notre politique de substitution aux importations avait créé un tissu industriel artificiel et peu compétitif. Tout à coup, nous avons dû affronter la concurrence. Il fallait tout restructurer et se mettre en conformité avec les règles et conventions internationales. Cela n'a pas été facile. Nous avons dû revoir les priorités, investir sans tarder dans le

développement du capital humain, renforcer la compétitivité de nos industries, mines, textiles, automobile. On peut dire que nous avons pris le bon chemin; le pays connaît un taux de croissance annuelle de 5-6% depuis plusieurs années.

Nos relations avec le Brésil, la Chine et l'Inde comptent sur la scène internationale. Nous sommes une force au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), et nous allons peser de tout notre poids pour que les Etats-Unis, l'Union européenne et le Japon éliminent leurs subventions agricoles et ouvrent leurs marchés.

- **Plus largement, quelle est votre vision pour le continent africain et sa place dans le monde?**

- Nous devons créer un monde plus équilibré et qui donne sa chance à l'Afrique. La globalisation présente beaucoup d'avantages, mais elle ne fait pas de sens si elle ne profite pas aussi à l'Afrique. Nous ne pouvons pas passer un sixième de la population mondiale par pertes et profits. Il faut éviter que nos bidonvilles deviennent le berceau de l'extrémisme. Le monde ne trouvera pas le sommeil si les 850 millions d'Africains vont au lit le ventre vide.

- **En Afrique, la corruption est un vrai problème...**

- La corruption est un grand fléau que vous devez nous aider à combattre. Les plus grands cas de corruption ont été le fait d'entreprises étrangères. Ou celui de certains de nos dirigeants qui

ont déposé l'argent volé chez vous. Nous ne demandons pas au reste du monde de nous sortir de notre misère, mais de nous soutenir dans nos efforts. Les dirigeants africains de la nouvelle génération sont conscients des défis. Ils savent qu'on ne peut pas éternellement accuser le passé pour expliquer les maux du continent.

- **De nombreux désastres perdurent...**

- Oui, mais il ne faut pas résumer toute l'Afrique au Darfour. Le Darfour est une grosse tâche. Mais la majorité des pays sont stables, ont une démocratie vivante et connaissent une croissance annuelle autour de 5%. Je ne dis pas que nous n'avons pas de problèmes, mais nous sommes plus sereins aujourd'hui.

- **Que fait la Banque de développement dont vous êtes le président?**

- Elle est comparable à la Banque mondiale. Les Etats membres, 14 au total, sont les actionnaires. Ses clients sont les autorités locales ou le secteur privé. Nous notons que celui-ci s'intéresse de plus en plus à la mise en place des infrastructures. Nous encourageons également le partenariat public-privé pour la fourniture des services comme l'eau, l'électricité. Des dizaines de projets sont en cours.

- **L'Afrique ne pourrait-elle pas développer des bourses pour mobiliser des capitaux?**

- Certes. Les réformes en vue de créer un système financier sain et transparent sont en cours dans de nombreux pays. D'autres ont déjà des bourses qui performent de manière satisfaisante. En tout cas, les projets ne manquent pas, et les risques financiers sont prévisibles. Il y a des affaires à faire, notamment dans le commerce et le traitement des matières premières.

- **Dans un rapport commun publié cette semaine, l'OCDE et la Banque africaine de développement se montrent optimistes sur l'avenir du continent. Partagez-vous ce sentiment?**

- Oui. L'Afrique arrive maintenant à rentabiliser sa richesse naturelle. Le défi est que les recettes soient utilisées de façon responsable et transparente pour améliorer le niveau de vie dans le continent.

## Compagnon de Biko

Jay Naidoo est né en 1954 à Durban, en Afrique du Sud.

Actif au sein du mouvement étudiant, puis du mouvement syndical, il a combattu contre le régime raciste. Son inspirateur et son compagnon d'armes était Steve Biko, mort en détention en 1977.

En 1985, Jay Naidoo devient le secrétaire général de Cosatu, la puissante centrale syndicale et bras droit du Congrès national africain.

Lorsque le pays retrouve la démocratie, le président Mandela le nomme d'abord ministre sans portefeuille, puis aux Postes, et Télécommunications.

Désormais homme d'affaires, et activiste social, Jay Naidoo préside GAIN, une alliance mondiale qui lutte contre la malnutrition dans le monde. **R. E.**